

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels

Auch, le 29/10/2024

19, place de l'Ancien Foirail
32000 Auch

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CASCAP ETS - site Rebastide

Juncquas
32600 L'Isle-Jourdain

Références : 2024-0498-DP
Code AIOT : 0006802608

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement CASCAP ETS-site Rebastide implanté Juncquas 4 chemin de la Rebastide 32600 L'Isle-Jourdain. L'inspection a été annoncée le 16/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASCAP ETS-site Rebastide
- Juncquas 4 chemin de la Rebastide 32600 L'Isle-Jourdain
- Code AIOT : 0006802608
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CASCAP exploite depuis 1977, sur le territoire de la commune de L'Isle Jourdain, une installation classée réglementée par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 1977 modifié par l'arrêté préfectoral en date du 02 août 1998. Les activités principales de l'établissement sont le stockage de céréales en silos, le séchage de céréales, le stockage de liquides inflammables et le stockage d'engrais à base d'ammonitrate.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammonitrates ;
- Risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Installation électrique	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Conditions d'ensilage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
6	Étude des dangers	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Etat des stocks d'engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5	Demande d'action corrective	3 mois
13	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 09/10/2024, article R.511-9 Annexe	Sans objet
7	Réaction au feu	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.1	Sans objet
8	Résistance au feu	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.2	Sans objet
9	Désenfumage, existence	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4	Sans objet
11	Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	Sans objet
12	Éclairages et installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7	Sans objet
14	Moyens en eau accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Sans objet
15	Équipements de première intervention	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Sans objet
16	Accessibilité du site au SDIS	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats réalisés lors de la visite d'inspection, l'exploitant doit engager plusieurs actions correctives et adresser plusieurs justificatifs à l'inspection des installations classées.

Il est aussi demandé à l'exploitant de compléter son étude des dangers transmise en 2021.

Considérant la note IR_23-07-26-2260_séchoirs du 26/07/2023, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Prefet du Gers de donner acte du nouveau classement administratif du site en positionnant la rubrique 2260-2 (séchage par contact direct) en non-classé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/10/2024, article R.511-9 Annexe
Thème(s) : Situation administrative, Classement administratif
Prescription contrôlée : Rubriques : 2160-2-a : Silos verticaux : 22987m3 A 2160-1-a : Silos plats : 17833m3 E 2260-1-b : Broyage, concassage... de substances végétales : 313kW DC 2260-2-b : Séchage par contact direct : 2,5MW DC 1434-1-b : Liquides inflammables : 1,2m3/h+37m3/h DC 4510-2 : Dangereux pour l'environnement : 70t DC 4702-I-II-III-b Engrais solide à base d'ammonitrates : 750t DC
Constats : L'exploitant n'a porté aucun changement de la situation administrative à l'attention de l'inspection des installations classées. L'état des stocks des engrais à base d'ammonitrate, activité déclarée au titre de la rubrique 4702, a été présenté. Cest état des stocks présente une quantité maximale d'engrais sur le site qui est constamment inférieure au seuil de la déclaration depuis plusieurs années. Observation : L'exploitant doit se positionner concernant le maintient de cette rubrique. L'activité de séchage direct (rubrique 2260-2) réalisée au sein de l'installation ne concerne que des céréales qui sont destinés à être stockés sur le site, selon la note "IR_23-07-26-2260_séchoirs" du 26/07/2023, l'installation ne doit pas être classé au titre de cette rubrique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter le dernier rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre. Celui-ci est daté du 06/11/2020 et a été réalisé par la société DEKRA. À la suite de ce contrôle, une nouvelle étude technique foudre de l'installation a été réalisée par la société DEKRA le 30/07/2021, les travaux de mise en conformité ont été réalisés en avril 2024 par la société SIREA. L'exploitant a commandé la réalisation d'une nouvelle vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre à la société DEKRA dans le courant du mois d'octobre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de la prochaine vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter les derniers rapports de vérification électrique datés du 07/06/2024 et réalisés par la société DEKRA. Au titre du code du travail, le rapport comporte 17 observations. Au titre de la réglementation ICPE, le rapport ne comporte aucune observation. Le certificat Q18 a été présenté, il conclut que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant a présenté son tableau de suivi des observations, celui-ci n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit corriger les 17 observations au titre du code du travail et en attester auprès de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre. Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none">- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;- les mesures de protection définies à l'article 10 ;- les moyens de lutte contre l'incendie ;- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. Les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; et le cas échéant : <ul style="list-style-type: none">- la procédure d'inertage ;- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "
Constats : L'exploitant a présenté une convention établie avec le SDIS concernant la réalisation d'exercices de lutte contre l'incendie au sein de son établissement ainsi qu'un document appelé plan d'opération interne. Ce document ne comporte pas tous les attendus de l'article 11. Le plan des installation doit être complété et la procédure à suivre en cas d'auto échauffement doit être établie et ajoutée au dossier. Le registre des vérifications périodiques des installations de protection contre l'incendie n'a pas été présenté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter le plan des installations avec toutes les indications prévues à l'article 11. L'exploitant doit présenter une note attestant que les moyens de lutte contre l'incendie sont adaptés aux risques encourus et transmettre à l'inspection des installations classées une copie des registres de vérification des installations de protection contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conditions d'ensilage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des conditions d'ensilage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. (Arrêté du 23 février 2007, Article 7) La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
Constats : Le suivi des températures a été présenté et n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées. L'exploitant a présenté la procédure interne en cas de détection de point chaud. Celle-ci doit être complétée pour les cas nécessitant l'intervention du SDIS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter les procédures d'intervention en cas d'auto-échauffement et les transmettre au SDIS. Il en attestera auprès de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Étude des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Obligation de disposer d'une étude des dangers
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.</p> <p>Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.</p> <p>Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus du présent arrêté, doivent être justifiées dans l'étude de dangers.</p>
Constats : <p>L'étude des dangers transmise par l'exploitant en 2021 présente certaines incohérences dans sa mise en forme, certains risques sont analysés sans apparaître dans la liste des risques retenus, notamment le risque incendie dans les stockages de céréales, le risque séchoir... etc.</p> <p>Page 93, il est mentionné que la coopérative ne stocke pas d'engrais à base d'ammonitrates en vrac mais se réserve cette possibilité en cas de défaillance du site "En Girette" également exploité par CASCAP, que les cases de stockage seraient mises en conformité avec la réglementation dans le cas où cette éventualité serait concrétisée.</p> <p>Concernant ce point, l'inspection des installations classées précise que du moment que l'exploitant a la capacité de stocker des engrais à base d'ammonitrates en vrac, les cases de stockage doivent respecter la réglementation en vigueur et les risques dues à cette configuration de stockage doivent être pris en compte dans l'étude des dangers.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'il s'agissait d'une erreur de rédaction du bureau d'étude, l'engrais à base d'ammonitrate en vrac est exclusivement stocké sur son autre site et qu'il est exclu qu'il soit à nouveau stocké sur le site de Rébastide. Seuls les engrais conditionnés en big-bags sont stockés sur le site sous le hangar ouvert.</p> <p>Autre point : l'étude des dangers présente certains effets de souffle qui sortent des limites de propriété en direction de la gare, des voies de chemin de fer et des quais de voyageurs. L'exploitant doit démontrer que ces effets ne peuvent pas être à l'origine d'impact sur les personnes. A défaut, l'exploitant doit compléter son étude avec des mesures de maîtrise des risques permettant de réduire ces effets et de les contenir à l'intérieur de son installation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit prendre en compte les remarques précisées dans la partie constats et transmettre à l'inspection des installations classées les compléments demandés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Réaction au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des locaux
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage (matériaux de construction et aménagements intérieurs à l'exception de la charpente) et aires de stockage extérieur doivent présenter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- matériaux de classe A1 selon NF EN 13501-1 (incombustible) et sol cimenté ou équivalent présentant une réaction au feu minimale pour les nouvelles installations ;- sol ne présentant pas de cavités (puisard, fentes...) pour toutes les installations stockant des engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III ».
Constats : Les engrais à base d'ammonitrates présents sur le site sont conditionnés en bigbag, ils sont stockés sous un hangar ouvert, les matériaux des murs respectent la réglementation, le sol est bétonné et ne présente aucune cavité. Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Résistance au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des locaux
Prescription contrôlée : Les bâtiments de stockage doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pour les nouvelles installations :- murs (extérieurs, séparatifs et parois des cases) en contact avec de l'engrais et murs mitoyens à une autre zone de bâtiment REI 120 (coupe-feu de degré deux heures) ;- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 60 (coupe-feu de degré une heure) pour celles présentes dans la zone mitoyenne des installations qui possèdent une zone de bâtiment annexe au magasin de stockage et pour celles dont le mur correspondant est en contact avec de l'engrais ;- pour les installations existantes relevant de la rubrique « 4702-I » : parois des cases REI 120 (coupe-feu de degré deux heures) R : capacité portante ; E : étanchéité au feu ; I : isolation thermique. Les classifications sont exprimées en minutes (120 : deux heures).
Constats : L'exploitant ne stocke pas d'engrais à base d'ammonitrate en vrac dans des cases sur le site. L'engrais à base d'ammonitrate présent est conditionné en big-bags et stocké dans un hangar ouvert, les murs sont en béton sur une hauteur de 2,5m puis en bardage de taules d'acier sur le reste de la hauteur. Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Désenfumage, existence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Existence d'un désenfumage adaptée
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle des dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment en cas d'accident. La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation des fumées (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à 1 % pour les 4702-ii,iii et iv et de 2 % pour les 4702-i.
Constats : Le hangar de stockage des big-bags d'engrais à base d'ammonitrates est ouvert sur toute sa face avant jusqu'au toit, ce qui constitue un dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur suffisant. Pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Etat des stocks d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des stocks et situation
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident. La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours. L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter un document imprimé indiquant les natures et les quantités précises des produits présents dans son hangar. Le plan général des stockages présenté par l'exploitant est dessiné sur un tableau effaçable. L'affichage prescrit à l'alinéa 2 de l'article 3.5 n'est pas en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit définir des zones sous son hangar et les reporter sur un document intitulé plan général des stockages. L'exploitant doit mettre en place l'affichage prescrit dans l'article 3.5 alinéa 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Gestion des combustibles et des matières incompatibles
Prescription contrôlée : Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5. Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs : <ul style="list-style-type: none">- les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...)- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale- le nitrate d'ammonium technique- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.
Constats : Les engrais à base d'ammonitrate conditionnés en big-bags sont stockés dans un stockage extérieur qui contient aussi d'autres types d'engrais. Aucune matière combustible, ni produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, ni nitrate d'ammonium technique, ni matière incompatible n'est stocké à proximité. Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Éclairages et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévenir un départ d'incendie d'origine électrique
Prescription contrôlée : L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes baladeuses. Les installations électriques ne doivent pas être en contact avec les engrais. Les transformateurs de puissance électrique sont à l'extérieur des bâtiments de stockage. Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin.
Constats : Le hangar de stockage des engrais à base d'ammonitrate conditionnés en big-bags ne dispose d'aucun éclairage artificiel. Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Existence et adaptée au stockage
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.
Constats : Les engrais à base d'ammonitrate conditionnés en big-bags sont stockés dans un stockage extérieur qui n'est pas considéré comme un magasin de stockage au sens de l'arrêté ministériel du 06/07/2006. Toutefois, ce stockage extérieur ne possède pas au moins 2 faces ouvertes en permanence et n'est pas équipé d'un système de détection automatique d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit prévoir la mise en place d'un système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Ou de modifier son bâtiment pour respecter les prescriptions de l'article 4.3.1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Moyens en eau accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Proximité des stockages des moyens eau
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre.
Constats : L'exploitant dispose d'une réserve d'eau à proximité immédiate du stockage extérieur d'engrais, derrière le bâtiment à une distance de 30 m. Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Équipements de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment -d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
Constats : Des extincteurs sont bien présent à l'entrée du stockage extérieur d'engrais à base d'ammonitrates. L'exploitant a été en mesure de montrer le plan d'implantation des extincteurs sur l'ensemble du site. Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Accessibilité du site au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accessibilité pour l'intervention des SDIS
Prescription contrôlée : L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres.
Constats : Le stockage extérieur d'engrais à base d'ammonitrates dispose d'une aire bitumée de plus de 35 m de long sur 25 m de large située devant la façade avant du bâtiment. Cette aire est directement accessible par les services d'incendie et de secours. Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite